



## 16ème législature

<b>Question N° :</b> <b>7443</b>	De <b>Mme Gisèle Lelouis</b> ( Rassemblement National - Bouches-du-Rhône )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Intérieur et outre-mer		<b>Ministère attributaire</b> > Intérieur et outre-mer
<b>Rubrique</b> > sécurité des biens et des personnes	<b>Tête d'analyse</b> > Pour la fin du laxisme et le retour de l'ordre à Marseille	<b>Analyse</b> > Pour la fin du laxisme et le retour de l'ordre à Marseille.
Question publiée au JO le : <b>18/04/2023</b> Date de changement d'attribution : <b>12/01/2024</b> Date de renouvellement : <b>26/12/2023</b> Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

Mme Gisèle Lelouis appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur l'insécurité en France et notamment à Marseille. Trois fusillades, trois morts et plusieurs blessés graves : voici le bilan du week-end dernier à Marseille qui illustre, dramatiquement, l'insécurité et le laxisme auxquels les Français sont confrontés quotidiennement. Les chiffres de la délinquance en 2022, sous Gérard Darmanin, sont édifiants : ils ont augmenté dans la quasi-totalité des domaines. On compte ainsi : +15 % de blessures volontaires, +11 % de violences sexuelles, +11 % de cambriolages de logements ou encore +9 % de vols de véhicules. Dans la citée phocéenne, comme partout ailleurs, le constat est sans appel : l'insécurité explose et il ne s'agit pas d'un simple « sentiment », comme osent le prétendre certains ministres. La question est simple : qu'attend le ministre de l'intérieur pour agir efficacement ? Par son inaction, le Gouvernement alourdit la tâche des forces de l'ordre et condamne les Français à toujours plus de violence. La sécurité des Français demande des mesures fortes. Comme le proposait Marine Le Pen, il est urgent de reconstruire l'ensemble de la chaîne pénale en débloquent un budget de 7,5 milliards d'euros pour la justice et la police. Expulser les délinquants étrangers, doubler le nombre de magistrats, créer 25 000 places de prison supplémentaires, mettre fin aux aménagements de peine quand celle-ci excèdent une durée de six mois sont des mesures de bon sens urgemment nécessaires. Une justice plus ferme et plus de moyens accordés à nos policiers, nos gendarmes et nos douaniers, seul le Rassemblement National le propose. Après 2 ans et demi Place Beauvau, il faut agir plus fermement. Aussi, elle lui demande ce qu'il attend pour agir.